

La Colombie sur le chemin de la paix

#Fait du jour

Transcription

Extrait du *Journal en français facile* du 17/09/2016

Zéphyrin Kouadio :

Et puis la Colombie, peut-être sur le chemin de la paix : le 26 septembre prochain, le gouvernement et la guérilla des FARC [**NDLR : Forces armées révolutionnaires de Colombie**] doivent signer officiellement l'accord de paix, trouvé fin août, après des années de négociation.

François Mazet :

Quelque 200 délégués des FARC se réunissent depuis aujourd'hui dans la jungle du sud du pays pour décider d'approuver ou non ce texte de près de 300 pages qui sera soumis au référendum le 2 octobre prochain.

Zéphyrin Kouadio :

Ces avancées se déroulent dans un climat politique plus serein.

François Mazet :

Le président colombien, Juan Manuel Santos, a reconnu jeudi la responsabilité de l'État colombien dans l'assassinat de milliers de membres de l'Union patriotique, un parti créé par les FARC dans les années 1980.

Il assure que les temps ont changé et que l'État s'engagera à garantir la sécurité des rebelles lorsqu'ils auront créé un parti politique.

Une déclaration saluée par Imelda Daza, ancienne membre de ce parti, rentrée d'exil en 2014.

Imelda Daza [avec traduction] :

Cela signifie qu'aujourd'hui dans ce pays, le gouvernement n'appuie pas des persécutions et des exterminations de mouvements politiques. Cela signifie également que le gouvernement ne soutient pas les militaires ou les membres des forces armées qui affirment qu'ils vont s'en prendre à des leaders politiques.

C'est un grand pas en avant parce qu'en Colombie les forces armées ne respectaient pas les droits de l'homme. Le gouvernement, dans son ensemble, ne s'est jamais préoccupé de les faire respecter.

Lorsque Santos condamne ce qui s'est passé et dit que cela ne doit plus se reproduire, il offre des garanties pour que ce soit le cas.

Plus jamais nous n'assisterons à un génocide politique en Colombie ! Cela signifie que le nouveau mouvement politique qui va naître lorsque les FARC seront réincorporées à la vie civile bénéficiera de garanties. Il n'y aura pas d'assassinats de ses leaders ou de ses partisans.

François Mazet :

Des propos recueillis par Paula Estanol.